

George, Alexander L., *Presidential Decision Making in Foreign Policy : The Effective Use of Information and Advice*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 285 p.

Michel Fortmann

Volume 12, numéro 3, 1981

L'Europe et le système monétaire international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701254ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701254ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fortmann, M. (1981). Compte rendu de [George, Alexander L., *Presidential Decision Making in Foreign Policy : The Effective Use of Information and Advice*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 285 p.] *Études internationales*, 12(3), 606–607. <https://doi.org/10.7202/701254ar>

GEORGE, Alexander L., *Presidential Decision Making in Foreign Policy: The Effective Use of Information and Advice*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 285 p.

Avec la parution de cet ouvrage portant sur la prise de décision présidentielle aux États-Unis, Westview Press s'affirme comme un des chefs de file de la recherche, à la fois dans le domaine de la théorie de la décision et dans celui des études de cas.

L'immense mérite d'une telle entreprise, qu'illustrent parallèlement les efforts de L. Falkowski, R.G. Head et Karl Spielman¹, réside d'abord dans la tentative d'intégration des différents courants théoriques qui écartèlent la conceptualisation de la prise de décision et, en second, dans le souci de rendre ces théories pertinentes pour la pratique politique. Dans ce sens, A. George nous offre, dans une première partie, un inventaire remarquablement complet des facteurs psychologiques et organisationnels qui peuvent influencer sur les décisions de l'exécutif américain. Sont traitées, en particulier, au plan psychologique (chapitres 2 et 3) : la façon dont le président aborde les problèmes de choix entre valeurs complexes, la résolution de l'incertitude et l'utilisation des croyances et des images comme heuristiques simplificatrices.

Pour chaque niveau de cette problématique, A. George tente de présenter le bilan des recherches et les hypothèses pertinentes qui permettent d'expliquer les comportements décisionnels. Chaque hypothèse, à son tour, est illustrée par de nombreux exemples tirés de l'histoire américaine, du XIX^e siècle à nos jours.

Selon le même principe, l'auteur analyse les comportements organisationnels de l'exécutif américain, à savoir spécifiquement les effets de la division des responsabilités et de la compétition organisationnelle sur la communication, le traitement de l'information et la présentation des options décisionnelles au président. Au plan de la délibération, les effets de la dynamique de groupe (ce qu'on nomme le « groupthink » et le « choice shift ») sont fort bien mis en évidence (pp 88-96).

À partir des biais qu'introduisent dans la décision ces divers facteurs, A. George tente, dans la seconde partie, de montrer comment les huit derniers présidents américains ont modelé leur environnement décisionnel et de quelle façon ces différents « styles » répondent aux problèmes exposés dans la première partie de l'ouvrage. George, finalement, propose une série de modèle qui pourraient constituer autant de moyens d'assurer des décisions présidentielles de « haute qualité ».

Les critiques qu'on pourrait adresser à l'ouvrage sont de deux ordres. Au plan épistémologique, il est extrêmement regrettable que A. George n'ait pas jugé bon de définir le concept de rationalité. Or, comment peut-on parler de décisions de « haute qualité » ou de mauvaise qualité sans opérationnaliser le concept de raison. George reste donc victime de l'ambiguïté inhérente au phénomène décisionnel qui, depuis plus de vingt ans maintenant, est victime de la polarisation entre rationalistes-normativistes (selon lesquels l'optimisation décisionnelle est réalisable) et sociologues-relativistes (d'après lesquels la décision est la résultante d'un ensemble de facteurs souvent non contrôlables et non optimisables).

Au plan pratique, enfin, il faut souligner que, d'une part, les exemples bien que nombreux pèchent par leur aspect hétéroclite et souvent superficiel, ce qui les rend, en grande partie, inutiles en termes pédagogiques, d'autre part, que les modèles présentés en seconde partie ainsi que les styles présidentiels ne sont qu'à peine esquissés - ou trop simplifiés si l'on préfère - donc peu convaincants.

1. HEAD, R. et al., *Crisis Resolution: Presidential Decision-Making in the Mayaguez and Corean Confrontations*, Westview Press, 1978; SPIELMAN, K., *Analyzing Soviet Strategic Arms Decisions*, Westview Press, 1978; FALKOWSKI, L., *Presidents, Secretaries of State and Crises in U.S. Foreign Relations: A Model and Predictive Analysis*, Westview Press, 1977.

Dans l'ensemble, il s'agit cependant d'un excellent ouvrage dont la lecture est indispensable à toute personne intéressée par la prise de décision. Quand verrons-nous paraître de telles recherches portant sur les pays européens, le Canada ou certains États du Tiers Monde ?

Michel FORTMANN

*Département de science politique
Université de Montréal*

AMÉRIQUE LATINE

DEMELAS, Danièle, *Nationalisme sans nation? La Bolivie aux XIX^e - XX^e siècles*. Paris, Ed. du CNRS, 1980, 228 p.

C'est à une saine remise en question que nous convie Danièle Demelas par son livre: *Nationalisme sans nation: La Bolivie aux XIX^e-XX^e siècles*. En effet, formés dans la tradition étatique selon laquelle la nation est le concept minimal et intangible de l'identité collective et de la définition de notre présent, nous oublions trop facilement les conditions historiques, souvent dramatiques mais rarement glorieuses qui ont façonné les frontières politiques du monde contemporain et asservi des peuples entiers à la domination de minorités (culturelles, ethniques, économiques, régionales) qui se proclamaient incarner l'État ?

L'ouvrage de Danièle Demelas n'est pas un livre d'histoire ordinaire. Par une compilation exhaustive sur la population, la démographie, la production, l'administration, les échanges, l'auteur présente un portrait fidèle de la Bolivie telle qu'elle était il y a moins d'un siècle entre 1880 et 1920. Peut-on même parler de la Bolivie ? En 1825 un État se crée, il correspond à une circonscription administrative, « l'audience » de Charcas qui avait fait partie du vice-royaume du Pérou jusqu'en 1776, puis était passée sous l'administration du vice-royaume de Buenos Aires (p. 1) - déjà un problème d'identité et d'appartenance ! Cet État c'est tout juste une fiction administrative, rien de ce qui fait la viabilité d'un pays,

c'est-à-dire son unité géographique et économique, sa cohésion sociale et politique, n'est assuré. L'auteur nous conduit dans une fascinante exploration des événements (chapitre 1), de la géographie humaine (chapitre 2), de l'administration et des appareils d'État (chapitre 3), de la politique et des rapports de pouvoir (chapitre 4), du contrôle sur les populations indigènes (chapitre 5) et enfin du développement économique (chapitre 6).

Comme on le constate le survol est généreux, l'auteur néanmoins le réussit en s'effaçant derrière une abondance de citations, de chiffres, de statistiques, de graphes, de figures, de cartes, de documents et de photos, qui tiennent lieu de démonstration. Ce parti pris empirique a l'inconvénient de donner parfois à l'ouvrage l'allure sèche et austère d'un rapport de recherche ou d'une thèse.

Le contact avec les faits rapportés est brutal. À lire, ce qui parfois ressemble à une nomenclature. la Constitution (imaginez que la Bolivie s'est votée onze constitutions entre le 6 octobre 1825 et le 28 octobre 1980. Quel est ce pays déjà qui garde la sienne depuis 114 ans ?), de ce pays consacré à Bolivar ce grand unificateur du continent ? Tout est là, tout ce qui constitue le monde de référence des politiciens, mais réduit à des proportions tellement dérisoires ! Les ouvriers et mineurs ne méritent pas d'être considérés comme formant une classe (p. 179), la classe politique de son côté compte tout au plus 500 personnes incluant les membres de partis (p. 122), et les électeurs ne sont en 1888 qu'au nombre de 32 110, soit 2,8% de la population totale (p. 122).

Cette élite vit terrorisée, isolée sur un territoire à la géographie et aux climats extrêmes, sans possibilité de communication, se sentant menacée par une masse, une populace (p. 120) d'indiens et de métis. Elle est pathétique cette élite, qui voit son territoire lui échapper par lambeaux au profit de ses voisins, le Pérou, le Brésil, le Paraguay, l'Argentine et le Chili, qui demande secours et implore de l'aide de ceux qu'elle exploite et humilie en les transformant en mulets :